
INSTALLATIONS CLASSEES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT
Dossier de demande d'autorisation d'exploiter

A - Objet du dossier

Ce chapitre comporte 28 pages

SOMMAIRE

A.1 - CONTEXTE REGLEMENTAIRE ET CONTENU DU DOSSIER.....	A-3
A.1.1 - LA REGLEMENTATION	A-3
A.1.2 - CONTENU DU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION D'EXPLOITER	A-4
A.2 - PRÉSENTATION DU PROJET	A-5
A.2.1 - DELTA 3.....	A-5
A.2.2 - ACTIVITE DU TERMINAL DE TRANSPORT COMBINE.....	A-9
A.2.3 - LE SYNDICAT MIXTE ET LA SPL DELTA3.....	A-10
A.2.4 - PRESENTATION DU PROJET	A-11
A.2.5 - ENJEUX ECONOMIQUES ET ENVIRONNEMENTAUX.....	A-13
A.3 - IDENTIFICATION DE LA DEMANDE ET DU DEMANDEUR.....	A-15
A.3.1 - SITE	A-15
A.3.2 - DEMANDEUR.....	A-16
A.3.3 - AUTEURS DU DOSSIER	A-17
A.4 - ACTIVITÉS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	A-18
A.4.1 - RAPPEL DU CONTEXTE	A-18
A.4.2 - CLASSEMENT ICPE DU SITE PROJETE.....	A-19
A.4.3 - CLASSEMENT DU SITE AU REGARD DE LA DIRECTIVE SEVESO III.....	A-25
A.4.4 - AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES	A-28
A.4.5 - ACQUISITIONS FONCIERES ET DIAGNOSTIC ARCHEOLOGIQUE	A-28

A.1 - CONTEXTE REGLEMENTAIRE ET CONTENU DU DOSSIER

A.1.1 - LA REGLEMENTATION

En France, les usines, ateliers, dépôts, chantiers et d'une manière générale les installations « qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients, soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature et de l'environnement, soit pour la conservation des sites et des monuments » sont soumises aux prescriptions des articles du titre 1^{er} – Installations classées pour la protection de l'environnement du Livre V – Prévention des pollutions, des risques et des nuisances de la partie législative du Code de l'Environnement créée par l'ordonnance n°2000-914 du 18 septembre 2000 relative à la partie législative du Code de l'Environnement (J.O. du 21 septembre 2000) qui abroge la loi n°76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.

L'article L.512-1 de ce code prévoit que les installations qui présentent les dangers ou inconvénients les plus graves doivent faire l'objet d'une autorisation d'exploiter prise sous la forme d'un Arrêté Préfectoral. Ces installations ou activités sont définies dans la nomenclature des installations classées faisant l'objet de l'annexe à l'article R.511-9 de la partie réglementaire du Code de l'Environnement (suite à la publication du décret n°2007-1467 du 12 octobre 2007 (JO du 16 octobre 2007) et de son annexe créant le livre V de la partie réglementaire du Code de l'Environnement et abrogeant le décret 53-578 du 20 mai 1953 modifié qui constituait la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement).

L'autorisation d'exploiter, qui fixe les dispositions que l'exploitant devra respecter pour assurer cette protection de l'environnement et la maîtrise des risques, est délivrée par le Préfet après délibération du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques, au terme d'une procédure administrative articulée autour d'un **dossier de demande d'autorisation d'exploiter** fourni par l'exploitant.

Ce dossier fait l'objet :

- D'une instruction par les services administratifs ;
- D'une consultation lors d'une enquête publique ;
- D'avis des conseils municipaux.

A.1.2 - CONTENU DU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION D'EXPLOITER

Le dossier de demande d'autorisation d'exploiter dont le contenu est défini dans les articles R.512-2 à R.512-10 du Code de l'Environnement comporte en particulier :

- Une présentation de l'établissement avec la description des installations projetées ;
- L'étude d'impact dont le but est l'identification des différents rejets de l'installation, l'évaluation de ses effets sur l'environnement et le recensement des dispositions prises pour les limiter ;
- L'étude des dangers dont le but est l'analyse des dangers présentés par l'installation, l'évaluation des conséquences sur les tiers et le recensement des dispositions prises pour limiter les probabilités d'occurrence et les effets des accidents ;
- La notice hygiène et sécurité du personnel dont le but est l'examen des installations avec les prescriptions législatives et réglementaires en matière d'hygiène et sécurité du travail.

Les plans réglementaires exigés à l'article R.512-6 du Code de l'Environnement sont également joints à la fin du dossier.

A.2 - PRÉSENTATION DU PROJET

A.2.1 - DELTA 3

DELTA 3, seule plateforme tri-modale de dimension européenne, est en service depuis le 15 décembre 2003.

L'essence même de l'opération Delta 3 est d'associer directement le terminal de transport combiné où sont proposés des services de report modal avec des zones logistiques afin d'inciter les utilisateurs à faire transiter une part prépondérante de leurs flux par les liaisons en rail-route ou en fleuve-route.

La plate-forme a reçu le nom de DELTA 3, exprimant son caractère tri-modal et sa vocation à être un lieu de massification en amont des ports maritimes du nord de l'Europe et en aval des lieux de distribution afin de favoriser le report modal.

L'objectif novateur était d'associer directement sur un même site l'infrastructure multimodale du Terminal et des zones logistiques accueillant des entrepôts de dernière génération pour les besoins de la distribution à l'échelle européenne.

Ce projet a été déclaré d'utilité publique par arrêté inter-préfectoral en date du 6 octobre 2000.

La plate-forme multimodale et logistique DELTA 3 bénéficie d'une situation privilégiée en raison de la proximité de grandes infrastructures (autoroute A1 Paris-Lille, A21 Lens-Douai, Canal de la Haute-Deûle à grand gabarit, TGV Lille – Paris – Bruxelles – Londres, ligne ferroviaire Lens-Ostricourt, Ligne ferroviaire Paris-Lille) qui la placent au coeur d'un important tissu économique.

Dans le cadre de deux conventions, le Syndicat Mixte a confié fin 2000 à la société DELTA 3 la mission d'aménager et d'équiper une superficie de 330 hectares environ (phase I) en vue de l'implantation de ce site multimodal et logistique.

L'aménagement de cette première phase a été réalisé dans le cadre d'une ZAC créée en 2001.

La première phase comporte :

- un terminal de transport combiné mis en exploitation en décembre 2003 :

Ce terminal permet le transbordement de marchandises en conteneurs, caisses mobiles et citernes entre les trois modes de transport : rail, voie d'eau et route. Il dessert en rail-route : Avignon, Lyon, Marseille, Toulouse, Perpignan, Bayonne, Bordeaux, Milan, Rotterdam, Barcelone, Anvers, Bonneuil sur Marne, Valladolid, Londres, Turquie, Roumanie ; et en fluvial : Dunkerque, Zeebrugge, Anvers et Rotterdam.

L'exploitation du site, y compris la circulation ferroviaire intérieure, est privée. L'accès est libre à tous les opérateurs souhaitant opérer des lignes en ferroviaire ou en fluvial. L'accès est libre également aux chargeurs qui peuvent faire transiter leurs marchandises quel que soit le volume. Le terminal traite annuellement environ 95.000 Unités de Transfert Intermodal (conteneur, caisse mobile ou citerne) soit environ 330.000 manutentions en Equivalent Vingt Pieds.

- un centre de services accueillant :
 - une station de distribution de carburant Total Access en accès libre tout véhicule, avec une cafétéria bar-buffet ;
 - une station de distribution de carburant AS 24 réservée aux poids lourds sur abonnement ;
 - deux hôtels d'entreprises réalisés par la CCI d'Artois ;
 - un campus de formation aux métiers du transport et de la logistique composé d'un entrepôt école et de salles de classe destiné à former 2.000 stagiaires par an ;
 - un projet de pôle services.
- la zone logistique LA, dans laquelle Delta 3 a réalisé la promotion immobilière des bâtiments en sus de l'aménagement des terrains, comprenant :
 - un parc locatif de 150.000 m² environ (Distripole Delta 3), accueillant les centres de distribution de YAMAHA Motor (prestataire Transfreight), Oxybul-Eveil et jeux, SIA (prestataire Dachser), Rexel et Foir'Fouille (prestataire Log's);
 - le centre de distribution de Leroy Merlin France d'une superficie de 70.000 m² ;
 - le centre d'approvisionnement continental de Décathlon de 52.000 m² ;
- la zone logistique LB, embranchée fer comprenant :
 - un entrepôt de 33.000 m² embranché fer loué par Kiabi ;
 - **un projet d'entrepôt d'environ 40 000 m² faisant l'objet de la présente demande d'autorisation ;**
- Une zone logistique LC embranchée fer, destinée à accueillir dans deux bâtiments de 10 500 m² chacun, des activités de transit/cross-dock embranchée fer. Les travaux d'infrastructures ont été achevés fin 2015. Les travaux de construction des bâtiments pourraient démarrer en 2017.

- un projet de parc de services connexes aux services transports (parking poids lourds sécurisé, restaurant, centre technique poids lourds, location de remorques, lavage de poids lourds et citernes, station-service carburant alternatif (GNV)).

La commercialisation de la première phase étant en voie d'achèvement, le Syndicat Mixte de Dourges a décidé de réaliser l'extension de la plate-forme multimodale de Dourges sur le territoire des communes de Dourges (Pas-de-Calais) et d'Ostricourt (Nord), en vue de la création :

- d'une zone logistique LD d'environ 105 ha destinée à accueillir 350.000 m² de bâtiments logistiques,
- d'un parc de services ou de stockages spécifiques d'environ 4 ha.

Pour assurer la réalisation opérationnelle, le syndicat mixte a confié en mars 2014 à la société Delta3 une concession d'aménagement portant sur cette phase 2.

Le projet d'extension prend place en continuité de la phase 1, à l'Est du faisceau ferroviaire.

Il comprendra :

- Un parc locatif (lot n°3) de 153 000 m² environ pour lequel la demande d'autorisation d'exploiter est en cours d'instruction.
- 3 autres lots destinés à des exploitants acquéreurs ou à des programmes locatifs.



Zone logistique DELTA3

Le projet objet du présent dossier correspond à la construction du bâtiment situé en zone logistique LB au nord-ouest de KIABI.

A.2.2 - ACTIVITE DU TERMINAL DE TRANSPORT COMBINE

L'activité du terminal de transport combiné est alimentée par les flux traités dans les zones logistiques du site.

Cependant, le terminal dispose également d'une clientèle hors du site composée d'industriels, de logisticiens ou de transporteurs.

La zone de chalandise maximum estimée à 50 km autour du terminal.

Parmi ces utilisateurs, on retrouve des exploitants installés dans les zones logistiques avoisinantes (Lauwin-Planque, Hénin-Beaumont, Brebières...), qui bénéficient donc des fonctionnalités en transport combiné offertes par Delta 3.

Pour l'année 2015, le terminal a traité :

- 3.599 trains
- 348 barges
- 94.786 passages chantier
 - dont 88.170 passages chantier en rail-route
 - dont 6.616 passages chantier en fleuve-route
 - dont 13.071 transit de matières dangereuses.

Ce niveau d'activité est le plus élevé depuis 2008, année de référence avant la crise économique qui a vu les trafics en combiné diminuer fortement sur le territoire national.

A.2.3 - LE SYNDICAT MIXTE ET LA SPL DELTA3

En 1999, les collectivités locales se sont regroupées dans un Syndicat Mixte afin d'assurer la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Cet organisme permet la concertation politique et le portage des financements.

La composition du syndicat est la suivante :

- La Région Nord Pas-de-Calais,
- Le département du Pas-de-Calais,
- Le département du Nord,
- La Métropole Européenne de Lille,
- La Communauté d'Agglomération d'Hénin-Carvin,
- La Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin
- La Communauté d'Agglomération du Douaisis
- La Communauté de Communes du Pévèle-Carambault.

La société DELTA 3 a été créée le 21 novembre 2000 par le Syndicat Mixte pour la réalisation de la plate-forme multimodale de Dourges.

La SAEM DELTA 3 a été transformée en SPLA (Société Publique Locale d'Aménagement) en mars 2011 pour devenir une SPL (Société Publique Locale) en juillet 2015. Le Syndicat Mixte a confié à DELTA 3 la mission d'aménager et de développer les programmes de promotion immobilière de l'opération.

Cette société au capital de 900 000 € a porté l'ensemble des demandes de permis de construire et d'autorisation d'exploiter des entrepôts réalisés sur le site.

L'expérience accumulée sur ce point depuis 2002, la connaissance des réglementations applicables et des modalités d'exploitation des entrepôts est un gage de sérieux quant au suivi des demandes d'autorisation administrative.

A.2.4 - PRESENTATION DU PROJET

Le présent dossier intervient dans le cadre du projet de construction d'un entrepôt embranché fer au sein **de la zone LB de la plateforme multimodale et logistique DELTA 3**.

Il concerne la réalisation d'un entrepôt dénommé LB1 dans de la zone dite LB qui sera autonome du bâtiment LB2 existant. Il sera en particulier desservi par des moyens dédiés :

- Un transformateur dédié puissance 1000 kVA ;
- Une source sprinkler (NFPA ou APSAD suivant l'assureur du preneur) ;
- Une alimentation gaz alimentant la chaufferie du site ;
- Une défense incendie délivrant un débit unitaire de 180 m³/h, avec une réserve d'eau complémentaire dimensionnée suivant la classification du bâtiment au regard des documents D9/D9A ;
- Une alimentation d'eau potable ;
- L'accès à l'entrepôt depuis le giratoire D sera indépendant de celui du bâtiment LB2.

Le terrain d'assiette du projet représente une surface foncière d'environ 76.000 m² sur la commune de Dourges (62).

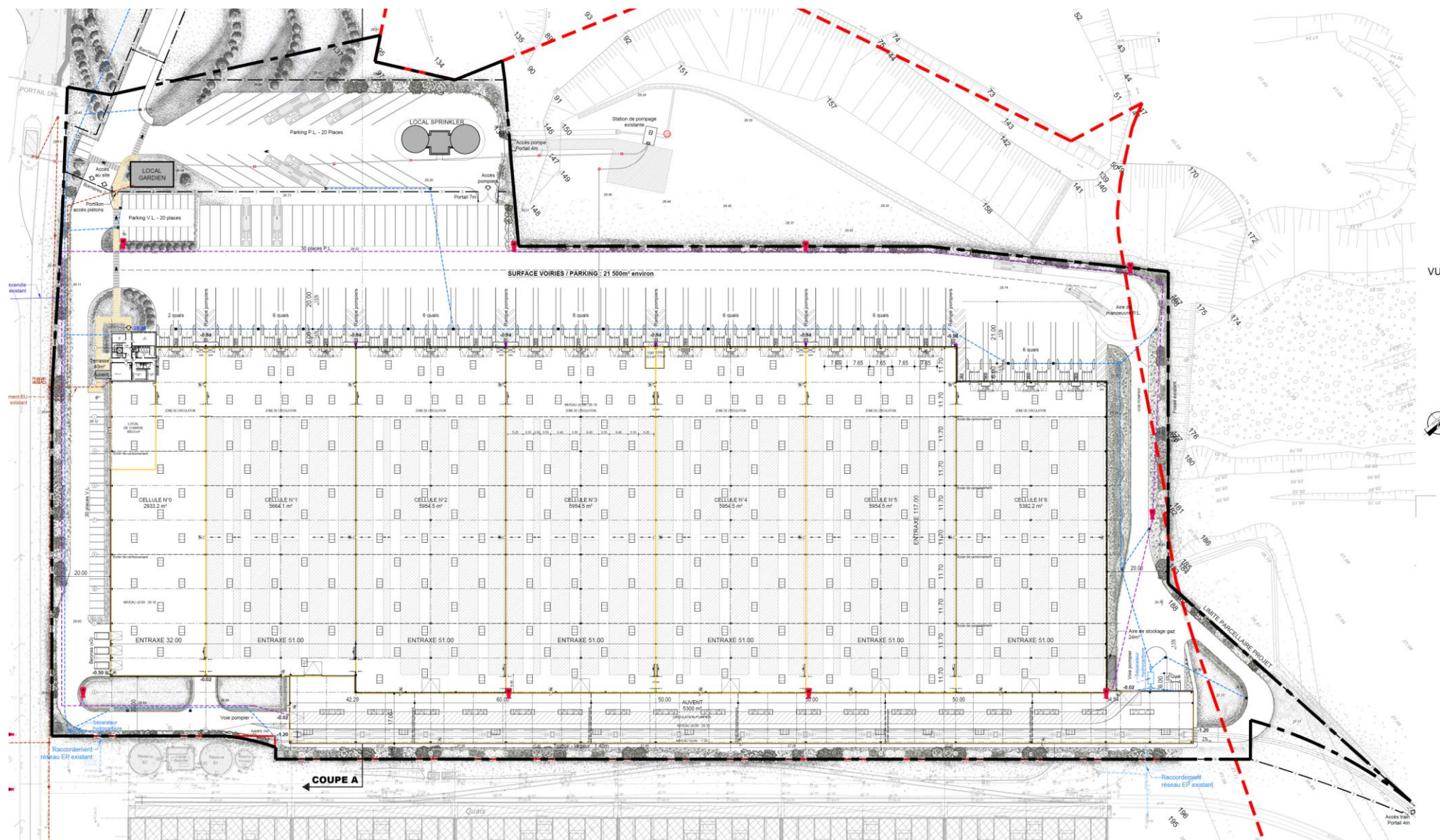
Le bâtiment sera composé de 7 cellules :

- 4 cellules d'environ 6 000 m² ;
- 1 cellule d'environ 5 700 m² ;
- 1 cellule d'environ 5 400 m² ;
- 1 cellule d'environ 3 000 m².

Soit environ 38 000 m² d'entrepôt.

Le projet comprendra également :

- 700 m² de bureaux (R+2) et locaux sociaux ;
- Un local de charge ;
- Des locaux techniques (chaufferie, transfo, local sprinkleur...) ;
- Un auvent quai fer d'environ 5300 m² ;
- Une cour camion ;
- Un quai fer permettant d'accéder à la voie ferrée non électrifiée entre le terminal et l'extrémité du bâtiment ;
- Un parking VL de 50 places ;
- 50 places d'attentes PL.



Plan masse du projet

Le bâtiment sera destiné à recevoir tous les types de marchandises de la grande consommation, c'est-à-dire des matières combustibles, des produits en bois, en carton ou en plastiques (majoritairement des produits finis). Il est envisagé notamment le stockage de produits tels que :

- Bouteilles d'eau
- Boissons type jus de fruit, lait, vin, bières ;
- Papier (blocs, ramettes), à l'exclusion des bobines ;
- Essuie tout, papier toilette, mouchoirs en papier, etc...
- Couches.

Il ne sera pas stocké de produits dangereux de type liquide inflammable, alcools forts.

Il n'est pas non plus prévu le stockage d'aérosols en quantité significative (quelques palettes d'aérosols pourront ponctuellement être présentes).

La liste de produits ci-dessus n'est pas limitative et n'est donnée qu'à titre indicatif. Il pourra être stocké dans le bâtiment tous les produits relevant des rubriques visées par la présente demande.

A.2.5 - ENJEUX ECONOMIQUES ET ENVIRONNEMENTAUX

Le projet d'entrepôt et donc d'aménagement **de la zone LB de la plateforme multimodale DELTA 3** est conçu pour favoriser le développement économique de la région tout en s'inscrivant dans une démarche de prise en compte des contraintes environnementales forte.

Il s'inscrit dans les enjeux suivants :

- une volonté locale des élus du Syndicat Mixte d'optimiser les infrastructures de report modal existantes et de renforcer le pôle logistique du site afin de limiter la juxtaposition de parcs logistiques diffus, ne proposant pas à leurs futurs occupants des solutions pertinentes de report modal ;
- une volonté nationale, portée par des textes réglementaires renforçant la prise en compte de l'environnement et notamment l'impact des activités sur la qualité de l'air (Lois Grenelle, Protocole de Kyoto) ;
- une volonté des acteurs économiques locaux de développer l'acheminement de marchandises par des modes de transport alternatifs (rail-route et fleuve-route) ;
- une volonté de favoriser la création d'emploi et le développement d'activités économiques induites en confortant le site dans son rôle moteur de développement de l'agglomération ;
- Une gestion de l'eau au niveau des espaces publics de la ZAC qui permettra de tamponner les débits rejetés dans la Haute Deûle notamment en période de crue ;
- La préservation du milieu naturel en traitant de façon différenciée tous les espaces du site non directement nécessaires aux exploitations logistiques ;

- L'établissement de prescriptions urbanistiques, architecturales, environnementales et paysagères, afin de donner aux projets de construction une identité commune à l'échelle de la ZAC et inciter leurs opérateurs à respecter des démarches respectueuses de l'environnement.

A.3 - IDENTIFICATION DE LA DEMANDE ET DU DEMANDEUR

Le projet de construction du bâtiment LB1 de la plateforme multimodale et logistique DELTA3, objet du présent dossier, relève du régime de l'autorisation au titre de la réglementation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

Cette autorisation est sollicitée :

A.3.1 - SITE

- Pour la construction d'un entrepôt sur un terrain de 75 838 m² sur la zone LB de la plateforme multimodale DELTA 3 à Dourges (62). La liste des parcelles et des surfaces en jeu est la suivante :

N° av. div.	N° ap. div.	Surface
AR n°467	AR n°785	33m ²
AR n°468	AR n°787	115m ²
AR n°469	AR n°789	87m ²
AR n°470		267m ²
AR n°471	AR n°791	113m ²
AR n°472	AR n°793	16m ²
AR n°473	AR n°795	6m ²
AR n°475	AR n°797	69m ²
AR n°497	ENTIERE	2290m ²
AR n°498	ENTIERE	1725m ²
AR n°499	ENTIERE	998m ²
AR n°500	ENTIERE	3667m ²
AR n°501	ENTIERE	2914m ²
AR n°502	ENTIERE	1705m ²
AR n°503	ENTIERE	4095m ²
AR n°521	AR n°807	4191m ²
AR n°522	ENTIERE	2384m ²
AR n°523	ENTIERE	2344m ²
AR n°524	ENTIERE	1197m ²
AR n°525	ENTIERE	1222m ²
AR n°526	ENTIERE	1732m ²
AR n°527	ENTIERE	264m ²

AR n°528	ENTIERE	235m ²
AR n°529	ENTIERE	241m ²
AR n°530	ENTIERE	2770m ²
AR n°622	AR n°805	7254m ²
AR n°690	AR n°811	443m ²
AR n°693	AR n°809	642m ²
AR n°696	ENTIERE	3968m ²
AR n°699	ENTIERE	787m ²
AR n°702	ENTIERE	3050m ²
AR n°706	ENTIERE	1136m ²
AR n°708	ENTIERE	9536m ²
AR n°710	ENTIERE	32m ²
AR n°712	AR n°799	818m ²
AR n°725	AR n°813	2435m ²
AR n°777	AR n°855	1831m ²
AR n°806		2714m ²
AR n°808		661m ²
AR n°810		1043m ²
AR n°856		4667m ²
Fossé non cadastré		47m ²
ZA n°265	ZA n°268	94m ²
SURFACE TOTALE		75838m ²

A.3.2 - DEMANDEUR

La présente demande est effectuée :

- **Par M. Emmanuel FAVREUILLE**, agissant en qualité de Directeur général, représentant la société **SPL DELTA3** :
 - Adresse de l'installation : lot 3 de la zone LD de la plateforme multimodale et logistique DELTA 3
 - Adresse du siège social : 7 boulevard Louis XIV 59800 LILLE
 - SIRET : 43407877000030
 - Code NAF : 4110 C

Un extrait K-bis de la société est reproduit au chapitre « F-ANNEXES ».

A.3.3 - AUTEURS DU DOSSIER

Ce dossier a été élaboré par :

- **Hélène THOMAS**

Chargée d'affaires en Environnement et Maîtrise des Risques

QCS SERVICES

ZA Vélizy Plus - 1 bis, rue du Petit Clamart - Bât. E - 78941 VELIZY

☎ : 06.32.79.44.04

Email : helene.thomas@qcsservices.fr

- **Sophie JACQUEMET**

Chargée d'affaires en Environnement et Maîtrise des Risques

QCS SERVICES

ZA Vélizy Plus - 1 bis, rue du Petit Clamart - Bât. E - 78941 VELIZY

☎ : 06.31.72.73.93

Email : sophie.jacquemet@qcsservices.fr

En collaboration avec :

- **Emmanuel DUPONT**

Directeur Technique - Ingénieur Arts et Métiers

SPL DELTA 3

☎ : 07 89 57 76 22

Email : edupont@delta-3.com

- **Laurent POIROT**

Chef de projet

GNAT Ingénierie

10 rue Clément Ader BP 1018 -51685 REIMS Cedex2

☎ : 06.15.44.06.46

Email : lpoirot@gnat.fr

Les renseignements consignés dans ce document émanent de la Direction de **SPL DELTA3** qui en assure l'authenticité et en assume la responsabilité.

A.4 - ACTIVITÉS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

A.4.1 - RAPPEL DU CONTEXTE

Le projet est inclus dans le programme DISTRIRAIL DELTA 3.

Par arrêtés du 10 et 20 octobre 2000 modifié le 2 août 2001, la SAEM DELTA 3 a été autorisée à exploiter une partie des terrils 116/117 sur le territoire de la commune de Dourges.

Ces arrêtés ont défini un périmètre d'autorisation d'exploiter dans lequel est implanté le programme DISTRIRAIL DELTA 3.

Ce programme était composé de deux bâtiments : le bâtiment 1, objet du présent dossier, et le bâtiment 2, correspondant à l'entrepôt KIABI.

Deux permis de construire ont été délivrés le 18 février 2003 et prorogés le 17 février 2005.

Dans le cadre de la demande d'autorisation d'exploiter une installation classée, une enquête publique a eu lieu, commune aux deux bâtiments, du 13 janvier au 13 février 2003.

Suite à la sortie partielle d'exploitation du terril, un arrêté d'autorisation d'exploiter a été délivré pour le bâtiment 2 en date du 23 décembre 2003. Ce bâtiment est actuellement en cours d'exploitation.

En ce qui concerne le bâtiment LB1, l'arrêté d'autorisation d'exploiter a été suspendu à la sortie définitive d'autorisation d'exploiter un terril, ce qui est aujourd'hui le cas.

Le bâtiment LB1 a fait l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation d'exploiter en date du 9 janvier 2009. Le bâtiment n'ayant pas été construit, cet arrêté est aujourd'hui caduc.

A.4.2 - CLASSEMENT ICPE DU SITE PROJETE

Les tableaux suivants listent les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) soumises à Autorisation, Enregistrement ou à Déclaration de la plate-forme logistique envisagée.

La référence du classement présenté est la Nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, objet de l'article R.511-9 et de son annexe du code de l'Environnement.

A noter : Afin de permettre une évolution dans le temps de la nature des produits stockés, nous avons cherché, pour chaque rubrique, à envisager la capacité maximale susceptible d'être stockée sur le site.

La localisation des installations classées pour la protection de l'environnement est visualisée sur la figure page A-24.

TABEAU DU CLASSEMENT DE L'ETABLISSEMENT SUIVANT LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT.

(A : autorisation, E : enregistrement, D : déclaration, S : servitude d'utilité publique, C : soumis au contrôle périodique prévu, R : rayon d'affichage en km, NC : non classée)

NOMENCLATURE		ETABLISSEMENT	
Rubrique	Désignation des activités	Activités	Classement
1510	Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des) à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts frigorifiques. Le volume des entrepôts étant : 1. Supérieur ou égal à 300 000 m ³ A (R=1) 2. Supérieur ou égal à 50 000 m ³ , mais inférieur à 300 000 m ³ E 3. Supérieur ou égal à 5 000 m ³ mais inférieur à 50 000 m ³ DC	La quantité de matières combustibles stockées dans l'entrepôt sera supérieure à 500 t (environ 60 000 tonnes) . Avec une surface de stockage de 38 100 m ² , sur les 7 cellules du bâtiment 1 et une hauteur sous bac de 13.70 m, le volume de l'entrepôt est de 521 970 m³ .	1510-1 A
1530	Papier, carton ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés (dépôt de) à l'exception des établissements recevant du public Le volume susceptible d'être stocké étant : 1. Supérieur 50 000 m ³ A (R=1) 2. Supérieur à 20 000 m ³ mais inférieur ou égal à 50 000 m ³ E 3. Supérieur à 1 000 m ³ mais inférieur ou égal à 20 000 m ³ D	En considérant que l'ensemble de l'entrepôt puisse contenir de tels produits, sur la base d'une capacité de stockage de 82 395 palettes et d'un volume de 2,2 m ³ /palette, le volume maximal de papier/ carton qu'il sera possible de stocker dans l'entrepôt est d'environ 178 000 m³ . <i>A noter : En application de la circulaire DPPR/SEI du 21 juin 2000, sous cette rubrique, ne sont pas comptabilisés les éventuels emballages cartons associés au conditionnement des produits stockés.</i>	1530-1 A
1532	Bois ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et visés par la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public. Le volume susceptible d'être stocké étant : 1. Supérieur à 50 000 m ³ A (R=1) 2. Supérieur à 20 000 m ³ mais inférieur ou égal à 50 000 m ³ E 3. Supérieur à 1 000 m ³ , mais inférieur ou égal à 20 000 m ³ D	En considérant que l'ensemble de l'entrepôt puisse contenir de tels produits, sur la base d'une capacité de stockage par cellule de de 82 395 palettes et d'un volume de 2,2 m ³ /palette, le volume maximal de bois ou matériaux combustible qu'il sera possible de stocker dans l'entrepôt est d'environ 178 000 m³ . <i>En application de la circulaire DPPR/SEI du 21 juin 2000, sous cette rubrique, ne sont pas comptabilisées les éventuelles palettes bois associées au conditionnement des produits stockés.</i>	1532-1 A
2662	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de) Le volume susceptible d'être stocké étant : 1. Supérieur ou égal à 40 000 m ³ A (R=2) 2. Supérieur ou égal à 1 000 m ³ , mais inférieur à 40 000 m ³ E 3. Supérieur ou égal à 100 m ³ , mais inférieur à 1 000 m ³ D	En considérant que l'ensemble de l'entrepôt puisse contenir de tels produits, sur la base d'une capacité de stockage du site de 82 395 palettes et d'un volume de 2,2 m ³ /palette, le volume estimé de produits à plus de 50 % en poids de matières plastiques qu'il sera possible de stocker dans l'entrepôt est d'environ 178 000 m³ .	2662 -1 A

TABEAU DU CLASSEMENT DE L'ETABLISSEMENT SUIVANT LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT.

(A : autorisation, E : enregistrement, D : déclaration, S : servitude d'utilité publique, C : soumis au contrôle périodique prévu, R : rayon d'affichage en km, NC : non classée)

NOMENCLATURE		ETABLISSEMENT	
Rubrique	Désignation des activités	Activités	Classement
2910	<p>Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771.</p> <p>A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b)i) ou au b)iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie issus du b)v) de la définition de biomasse ou lorsque la biomasse est issue de déchets au sens de l'article L541-4-3 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique nominale de l'installation est :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 20 MW.....A (R=3)</p> <p>2. Supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW.....DC</p> <p>B. Lorsque les produits consommés seuls ou en mélange sont différents de ceux visés en A et C ou sont de la biomasse telle que définie au b)ii) ou au b)iii) ou au b)v) de la définition de biomasse, et si la puissance thermique nominale de l'installation est :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 20 MW.....A (R=3)</p> <p>2. Supérieure à 0,1 MW mais inférieure à 20 MW :</p> <p>a) en cas d'utilisation de biomasse telle que définie au b)ii) ou au b)iii) ou au b)v) de la définition de biomasse, ou de biogaz autre que celui visé en 2910-C, ou de produit autre que biomasse issu de déchets au sens de l'article L541-4-3 du code de l'environnement E</p> <p>b) dans les autres cas.....A (R=3)</p> <p>C. Lorsque l'installation consomme exclusivement du biogaz provenant d'installation classée sous la rubrique 2781-1 et si la puissance thermique nominale de l'installation est supérieure à 0,1 MW :</p> <p>1. Lorsque le biogaz est produit par une installation soumise à autorisation ou par plusieurs installations classées au titre de la rubrique 2781-1.....A (R=3)</p> <p>2. Lorsque le biogaz est produit par une seule installation soumise à enregistrement au titre de la rubrique 2781-1.....E</p> <p>3. Lorsque le biogaz est produit par une seule installation, soumise à déclaration au titre de la rubrique 2781-1DC</p> <p>Nota :</p> <p>La puissance thermique nominale correspond à la puissance thermique fixée et garantie par le constructeur exprimée en pouvoir calorifique inférieur et susceptible d'être consommée en marche continue.</p> <p>....</p>	<p>Le site comprendra une chaufferie équipée d'une chaudière fonctionnant au gaz naturel afin d'assurer le chauffage de l'entrepôt.</p> <p>La puissance thermique de cette installation sera de 1,7 MW.</p> <p>Le local sprinkler sera équipé d'une motopompe diesel de 0,27 MW</p>	<p>2910</p> <p>NC</p>

TABLEAU DU CLASSEMENT DE L'ETABLISSEMENT SUIVANT LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT.*(A : autorisation, E : enregistrement, D : déclaration, S : servitude d'utilité publique, C : soumis au contrôle périodique prévu, R : rayon d'affichage en km, NC : non classée)*

NOMENCLATURE		ETABLISSEMENT	
Rubrique	Désignation des activités	Activités	Classement
2925	Accumulateurs (Ateliers de charge d') La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW..... D	Un local de charge sera prévu. La zone de charge des batteries des engins de manutention présentera une puissance totale pour cette opération de 200 kW	2925 D

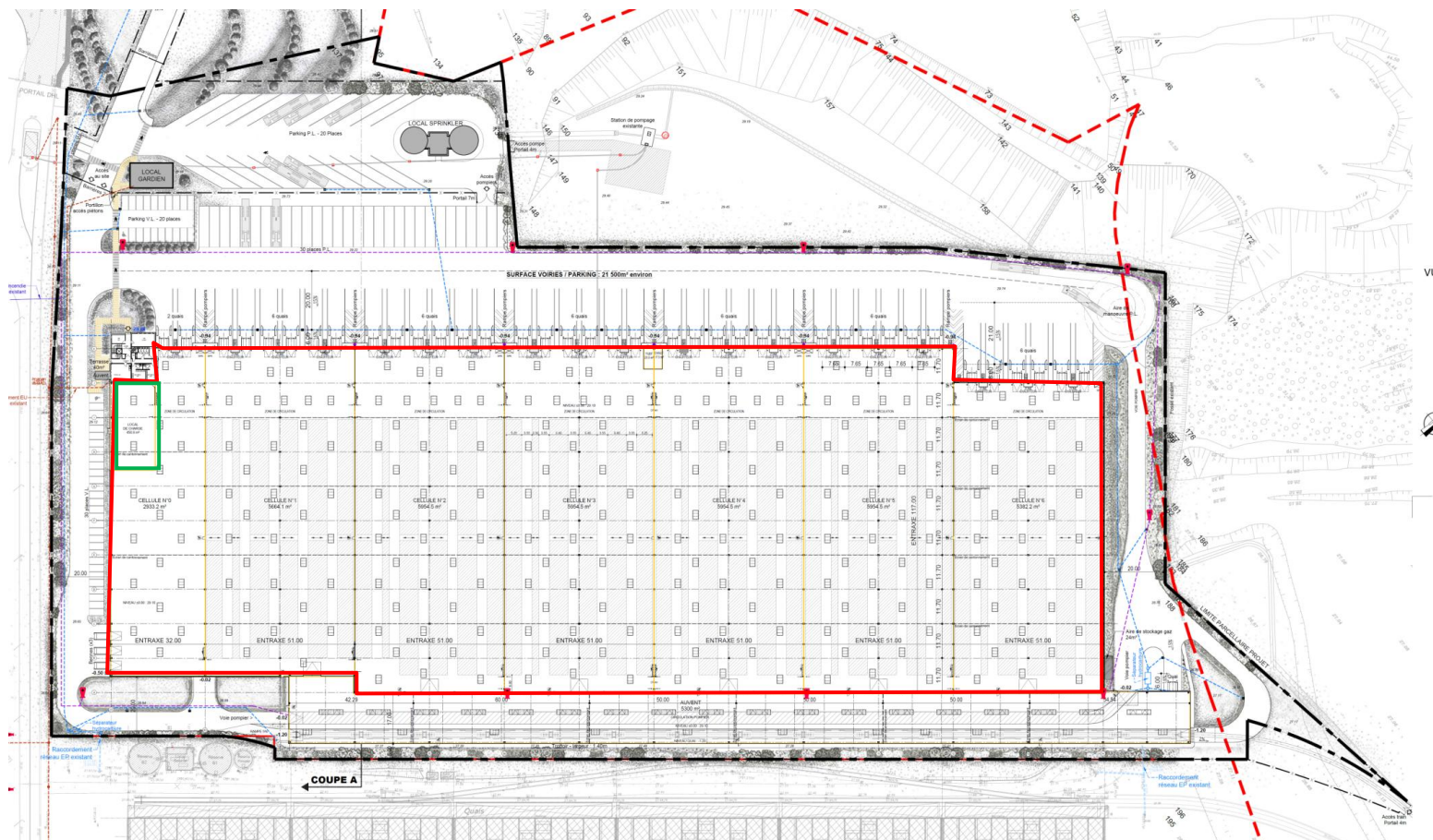
Au vu du classement du projet et comme il le sera démontré dans la suite du dossier, le projet sera conforme aux prescriptions applicables aux installations existantes définies à l'**arrêté du 17 août 2016** relatif à la prévention des sinistres dans les entrepôts couverts soumis à **autorisation** sous la rubrique **1510**, y compris ceux relevant également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Le titulaire de l'autorisation d'exploiter sera le seul interlocuteur de l'administration en tant que responsable d'un point de vue administratif et pénal.

Les ICPE sont localisées ci-après.

1510-A
1530-A
1532-A
2662-A

2925-D



A.4.3 - CLASSEMENT DU SITE AU REGARD DE LA DIRECTIVE SEVESO III

La directive 2012/18/UE du 4 juillet 2012 dite directive Seveso 3 relative aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses, a été adoptée et publiée le 24 juillet 2012 au journal officiel de l'union européenne.

La transposition de la directive SEVESO III est portée par la loi dite loi DDADUE (Dispositions D'Adaptation de la législation au Droit de l'Union Européenne dans le domaine du développement durable) du 16 juillet 2013 au niveau des articles 10 et 11 [articles L515-32 à L515-42 du code de l'environnement (partie L comme législative)].

L'arrêté du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement vise à transposer en droit français les dispositions de niveau réglementaire de la directive n° 2012/18/UE dite « directive Seveso 3 » relative à la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses. En particulier, il précise les modalités d'application des dispositions décrites au titre Ier du livre V du code de l'environnement. Cet arrêté remplace et abroge depuis le 1^{er} juin 2015 l'arrêté du 10 mai 2000 relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

L'entrée en vigueur au 1er juin 2015 de l'essentiel des dispositions du règlement dit « CLP » (classification, étiquetage, emballage) du 16 décembre 2008 du ainsi que de la directive SEVESO III conduisent également à modifier plusieurs textes législatifs et réglementaires Français :

- Pour les établissements SEVESO :
 - le décret n° 2014-284 du 3 mars 2014 qui transpose en droit Français les dispositions de niveau réglementaire de la directive SEVESO III (modifiant le titre I du livre V du code de l'environnement);
 - l'arrêté relatif à la prévention des accidents majeurs (Arrêté ministériel du 10-05-2000 modifié).
- Pour toutes les installations classées :
 - le décret n° 2014-285 du 3 mars 2014 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
 - l'arrêté du 11 mai 2015 modifiant une série d'arrêtés ministériels.

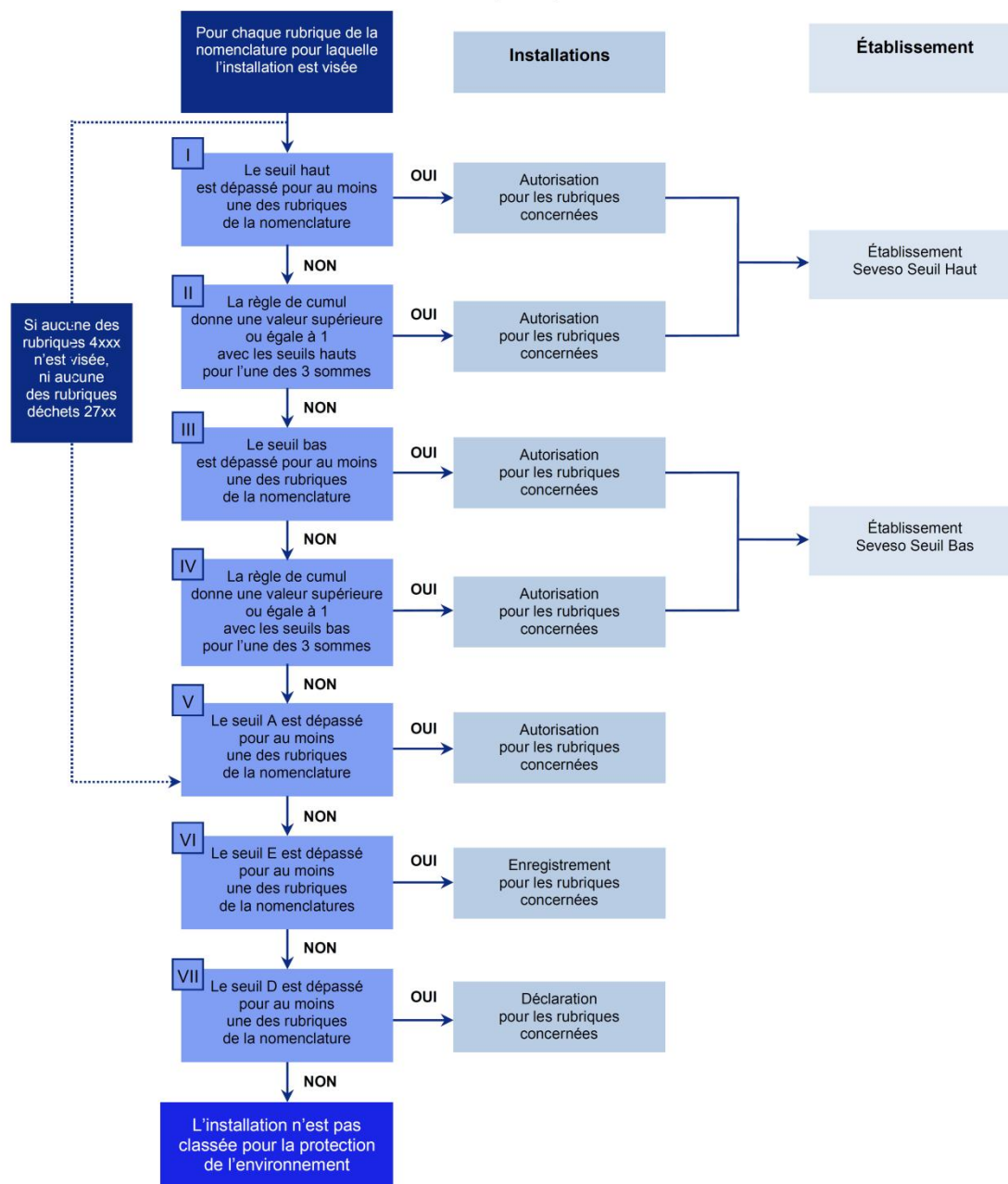
Il ne sera pas stocké de produits dangereux de type liquide inflammable, alcools forts.

Il n'est pas non plus prévu le stockage d'aérosols en quantité significative (quelques palettes d'aérosols pourront ponctuellement être présentes).

Le projet d'aménagement n'est pas concerné par les prescriptions de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014, transposition en droit français de la directive « SEVESO III ».

REGIME DE CLASSEMENT DE L'INSTALLATION

Le logigramme ci-dessous rappelle les règles à appliquer pour définir le régime de classement d'une installation qui contient une/des activité(s) ou substance(s) visée(s) dans la nomenclature des installations classées.



A.4.4 - AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES

La zone dans laquelle est inclus le projet a fait l'objet **de plusieurs autorisations administratives** :

- Un arrêté interpréfectoral d'autorisation au titre de la loi sur l'eau « plateforme multimodale de DOURGES nommée Delta3 » du 6 novembre 2000 modifié 2010. La gestion globale du site a été redéfinie en 2004 au travers d'un arrêté inter préfectoral modifiant l'arrêté interpréfectoral du 6 novembre 2000 d'autorisation au titre de la loi sur l'eau. Enfin, le 05 novembre 2010, un dernier arrêté interpréfectoral a été signé renouvelant la durée d'autorisation (10 années supplémentaires). La gestion des eaux a également fait l'objet d'un porter-à-connaissance en octobre 2013.
- La déclaration d'utilité publique par arrêté inter-préfectoral en date du 6 octobre 2000 ;
- La création de la ZAC en février 2001, dont le dossier de réalisation a été adopté le 21 septembre 2001.

A.4.5 - ACQUISITIONS FONCIERES ET DIAGNOSTIC ARCHEOLOGIQUE

Le pétitionnaire est propriétaire de l'intégralité des parcelles listées au A.3.1 sur lesquelles sera réalisée la construction à l'exception des parcelles AR 806 (2 714 m²) AR 808 (661 m²), AR 810 (1043 m²) propriétés du Syndicat Mixte de Dourges, actionnaire majoritaire de Delta3 qui les cèdera au pétitionnaire.

Dans le cadre de deux conventions des 30 juillet 2001 et 09 juillet 2002, des fouilles archéologiques ont été réalisées dans le secteur objet de la présente demande.

Par un certificat de fin de travaux en date du 11 décembre 2002, le conservateur régional de l'archéologie du Nord-pas-de-Calais a considéré que l'ensemble de la plateforme multimodale de Dourges comprenant le terrain objet de la présente demande était libre de toute contrainte archéologique.